

Sous-section 3.—Dettes municipales

L'essor rapide des municipalités canadiennes, s'ajoutant aux demandes et aux responsabilités accrues en fait d'améliorations, d'écoles et de services publics de toutes sortes, a entraîné un lourd fardeau de dettes. Les emprunts au moyen d'obligations ont augmenté rapidement de 1900 à 1912 et de nouveau durant les années 1920 et les premières années 1930. Par contre, de 1933 à 1946, ils ont diminué, mais, depuis 1947, ils ont beaucoup augmenté.

Plusieurs facteurs importants ont contribué à la réduction des années 1933-1946, dont le moindre n'est pas le contrôle exercé par les gouvernements provinciaux sur les immobilisations qui entraînent les dettes. En outre, on a pratiqué durant les années de marasme économique, après des périodes d'expansion injustifiée, une réduction plus ou moins méthodique des dépenses qui, vu la demande générale d'un allègement des taxes immobilières, a entraîné une diminution rigoureuse des entreprises et des travaux d'immobilisation financés par des émissions d'obligations. Autre facteur important, la plus grande partie de la dette municipale à longue échéance consiste en obligations à terme ou en séries, obligations qui appellent des remboursements annuels de capital. Au cours des années 1930, on a renoncé dans l'intérêt du contribuable à la remise en valeur de biens existants et aux nouveaux travaux et aux améliorations rendus nécessaires par l'expansion et l'essor normal. Après le déclenchement de la guerre en 1939, cette pratique s'est continuée et même étendue afin de laisser le marché financier à l'entière disposition du gouvernement fédéral, qui devait faire face aux exigences financières occasionnées par la guerre. La guerre terminée toutefois, les municipalités ont repris leurs programmes d'amélioration et ainsi augmenté leur dette obligatoire. Le tableau 45 donne le chiffre de la dette municipale pour 1950 et 1951, indiquant les emprunts temporaires et autres passifs en outre de la dette obligatoire.

45.—Dettes des corps municipaux et scolaires, par province, années financières terminées en 1951 et total de 1950 et de 1951

NOTA—D'après les rapports des ministères provinciaux des Affaires municipales, les rapports des vérificateurs, les états financiers des municipalités et des renseignements obtenus d'autres sources officielles.

Détail	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
	\$	\$	\$	\$
Dettes directes—				
Dettes obligataires.....	3,645,988	3,740,406	49,190,968 ¹	47,354,185
Moins fonds d'amortissement ²	191,168	1,171,299	13,010,310	7,790,745
Dettes obligataires nettes.....	3,454,820	2,569,107	36,180,649	39,563,440
Emprunts temporaires et découverts en banque.....	139,399	851,147	7,352,890	2,352,697
Exigibilités et autres passifs.....	407,354	40,700	2,903,500	3,001,166 ⁴
Total, passif direct (moins fonds d'amortissement).....	4,001,573	3,460,954³	46,437,039	44,917,303
Dettes indirectes—				
Obligations, etc., garanties.....	..	..	931,000	2,278,000
Moins fonds d'amortissement.....	..	..	174,190	..
Total, passif indirect (moins fonds d'amortissement).....	..	..	756,190	2,278,000
Total général.....	4,001,573	3,460,954³	47,193,229	47,195,303

Renvois à la fin du tableau, p. 1130.